

**Notes de service n° 88-220 du 9 septembre 1988**

(Education nationale, Jeunesse et Sports : bureau DGF 12)

Texte adressé aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

*Références :* notes de service n° 86-181 du 30 mai 1986, notes de service n° 87-181 du 29 juin 1987.

*Congés de formation professionnelle des maîtres des établissements d'enseignement privés désireux de parfaire leur formation professionnelle.*

Les notes de service citées en référence fixent les modalités d'application, aux fonctionnaires de l'Education nationale, des dispositions du titre III du décret n° 85-607 du 14 juin 1985 relatif à la formation professionnelle des fonctionnaires de l'Etat.

Compte tenu des dispositions des articles 1 et 3 du décret n° 78-252 du 8 mars 1978 modifié par les décrets n° 81-232 du 9 mars 1981 et n° 85-728 du 12 juillet 1985, les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, qui bénéficient d'un contrat ou d'un agrément définitif, peuvent obtenir un congé de formation professionnelle pour parfaire leur formation personnelle.

Les notes de service des 30 mai 1986 et 29 juin 1987 sont applicables à ces maîtres sous réserve des précisions suivantes :

Pour obtenir ce congé, les intéressés doivent être en activité et avoir accompli au moins trois années de services effectifs d'enseignement dans un établissement d'enseignement privé sous contrat ou dans un établissement public ;

Les maîtres engagés à reprendre un emploi dans un établissement d'enseignement privé sous contrat à l'expiration de ce congé, pendant une durée égale à la durée de celle pendant laquelle l'indemnité forfaitaire aura été versée et à rembourser le montant de cette indemnité en cas de non-respect de cet engagement.

L'indemnité forfaitaire mensuelle qu'ils reçoivent versée doit être imputée sur les crédits au chapitre 43 - 01. Ce chapitre supportera également la rémunération due remplaçant du maître agréé ou contractuel en congé.

(BO n° 33 du 6 octobre 1988.)

SIGNALE : Certaines références à des lois, règlements ou instructions contenues dans le présent texte sont susceptibles d'avoir été abrogées et, le cas échéant, remplacées, par des références nouvelles (codes, lois, règlements ou instructions postérieurs).
--